



Comment ne pas commencer ce CDEN « bilan de rentrée » sans dénoncer la manière dont le ministre a dépossédé les personnels de la journée du 2 novembre, journée qui aurait dû être consacrée à rendre hommage dignement à notre collègue Samuel Paty, décapité le vendredi 16 octobre pour avoir fait son travail ? Comment ne pas dire un mot du fait que même pour un évènement aussi grave, le ministre n'a pas tenu ses engagements de décaler la rentrée à 10h et obliger les enseignants à prendre leurs classes et de faire cours, comme si de rien n'était avant un hommage réduit à une minute de silence et à la lecture de la Lettre de Jaurès, censurée de surcroît ?

Comment ne pas faire le lien entre ce mépris, cette violence institutionnelle et la mise en danger quotidienne des personnels et des élèves face à la propagation de la pandémie ? Autant dire que ce lien est dans tous les esprits des personnels de l'Education qui depuis le 2 novembre, font valoir leur droit de retrait et se mettent en grève face à cette maltraitance.

Dès le mois de juin en effet, les enseignants et les parents d'élèves avaient alerté sur la nécessité de préparer une rentrée de septembre exceptionnelle. Il fallait sécuriser, protéger et prévenir une deuxième vague de l'épidémie, tout en permettant de rattraper les lacunes des élèves suite au confinement de l'année scolaire passée. Au mépris de ces considérations et des recommandations de bon nombre de scientifiques, le ministre a fait le choix d'alléger le protocole sanitaire pour la rentrée de septembre et de ne pas augmenter les dotations en postes, ce qui a favorisé la circulation du virus dans les écoles et établissements scolaires.

Alors qu'en octobre déjà, les indicateurs montraient une plus grande circulation du virus dans les écoles et les établissements scolaires, où sommes-nous aujourd'hui tandis que selon les propres mots du président, la deuxième vague de l'épidémie s'annonce pire que la première ?

Et bien c'est une rentrée de la Toussaint en période de confinement... mais contrairement au confinement « épisode 1 », cette fois notre président a décidé de garder ouvertes les écoles, les collèges et les lycées... et dans l'enseignement supérieur les BTS et les classes préparatoires... En résumé, dans l'enseignement, seules les universités sont fermées.

Rappelons à cet effet l'avis du conseil scientifique du 26 octobre dernier : «Les adolescents de 12 à 18 ans semblent avoir la même susceptibilité au virus et la même contagiosité vers leur entourage que les adultes avec une transmission vers le personnel enseignant ».

Bref, une rentrée de Toussaint au plus fort de la deuxième vague d'épidémie, où 12 millions d'élèves, près de 900 000 enseignants auxquels s'ajoutent les assistantes et assistants d'éducation, les CPE, les AESH et des dizaines de milliers de personnels administratifs ou techniques vont se croiser tous les jours, discuter entre eux, manger ensemble...avant de rentrer chez eux le soir...En conclusion 1 français sur 6 qui était confiné au printemps ne l'est pas cet hiver !

Garder les écoles et les établissements scolaires ouverts reste l'objectif de toute part une nouvelle fermeture aurait des conséquences scolaires et sociales dramatiques. Nous sommes bien d'accord, la priorité du service public d'éducation doit être de maintenir les écoles et les établissements scolaires ouverts mais en ne débloquent aucun moyen supplémentaire, en subordonnant la mise en œuvre des gestes barrières à un « si c'est possible », le ministre de l'éducation met en péril la sécurité de la population et la continuité même de l'École. Laisser les écoles et les établissements scolaires ouverts n'a de sens que si cette ouverture n'accélère pas la propagation de l'épidémie.

Il aura donc fallu attendre l'avant-veille de cette rentrée de novembre pour que le ministère publie un soi-disant « protocole sanitaire renforcé » à la seule vertu de servir de communication ministérielle puisque sa seule portée impérative est le port du masque des enfants de primaire.

Un protocole censé être effectif dans toutes les écoles et établissements pour le lundi 9 novembre, alors que la rentrée était le 2 novembre. Le minimum de bon sens aurait été de décaler cette rentrée, de laisser les personnels discuter et réfléchir à ce « protocole renforcé » et de n'ouvrir qu'une fois les écoles et établissements prêts

Comment en effet mettre en place un réel protocole sanitaire, sans revenir sur les effectifs des classes et donc sur les moyens matériels et humains déployés qui permettent de le garantir ?

Qu'a fait notre gouvernement pour préparer cette deuxième vague pendant les longs mois où on avait le temps de la préparer en prenant en compte l'expérience du printemps dernier ?

Comment prétendre que l'on peut appliquer la distance physique dans des classes surchargées ? Comment éviter le brassage des élèves dans les cantines et les transports sans allègement des effectifs des classes ? Quelles dispositions pour protéger tous les personnels et notamment les personnels vulnérables ?

C'est pourquoi aujourd'hui nous demandons :

- le dédoublement des classes afin que les groupes soient limités à 15 élèves.
- un plan d'urgence comprenant un recrutement massif de professeurs, en commençant par recourir aux listes complémentaires aux concours et aux collègues non-titulaires massivement non-renouvelés en cette rentrée, encore abondamment pour organiser les dédoublements sans réduire le nombre d'heures de cours dues aux élèves et assurer les remplacements des enseignants malades ou vulnérables,
- le recrutement massif de personnels de vie scolaire sans qui l'application d'un réel protocole est impossible et qui ne sont jamais remplacés depuis la rentrée,
- le recrutement massif d'AESH qui, au plus près des élèves sont les premiers exposés au virus, et l'arrêt de la mutualisation qui représente un risque majeur de circulation du virus sur le territoire,
- l'embauche de personnels d'entretien pour assurer le nettoyage des locaux, mais aussi de personnels médicaux (infirmiers, médecins scolaires),
- des réquisitions de locaux si besoin, pour permettre l'accueil de tous dans de bonnes conditions,
- la communication des cas avérés et cas contacts dans le respect du secret médical dans les écoles et les établissements,

Nous réclamons également que le jour de carence soit suspendu immédiatement : il est inacceptable que les personnels qui sont malades aient une retenue sur leur salaire alors qu'ils appliquent le protocole et se mettent en danger pour le bien de leurs élèves.